



Plan de reprise d'activité covid-19

Côté cour : ouvrir coûte que coûte !

Côté jardin : Urgence sanitaire pour pilonner nos droits !

Côté cour, le gouvernement nous martèle sur les ondes que l'état d'urgence sanitaire perdure en France, le covid-19 tue toujours, et l'heure n'est pas encore au relâchement. Certes.

Côté jardin ! Le DG convoque vendredi dernier l'ensemble des DR pour leur intimer l'ordre d'ouvrir largement les sites au public et le plus tôt possible.

Ainsi des appels téléphoniques pleuvent en cascade, les DR sommant des collègues DAPE de passer à la vitesse supérieure rapidement en rappelant tous les collègues sur site dans les jours qui viennent.

Et les mails fleurissent depuis lundi sur les boîtes des cadres d'abord, répercuté sur les conseillers, allant dans le sens de la suppression du vidéo-portier, appelant à « *ouvrir plus largement notre accueil à nos usagers, notamment dans le cas de visites spontanées, de plus en plus nombreuses* », « *dès lors que la vie normale reprend petit à petit ses droits, nous devons montrer que nos agences sont utiles et indispensables. Et rien de tel que de les ouvrir pour le montrer* ».

Exit aujourd'hui le plan de reprise d'activité national présenté au CSEC et lancé il y a quelques jours à peine ! Exit le maintien majoritaire en télétravail ! Obsolète... Et sur la seule injonction d'un DG qui considère que la « plaisanterie virale » a assez duré. Piétiner le code du travail sur l'obligation de consultation des personnels et de leurs instances.

Le DG serait-il en désaccord avec le discours du gouvernement ? NENI !

Il s'inscrit bien dans la même logique, celle de l'Etat d'urgence sanitaire qui fait pleuvoir les ordonnances comme à Gravelotte, pilonnant nos droits, et à Pôle Emploi à travers notamment un nouveau règlement intérieur drastique, sans revenir sur le sucrage de nos RTT. *Côté cour... Côté jardin !*

Notre santé au travail ne doit pas être une simple variable d'ajustement à la main du DG, mais encore moins un prétexte pour nous en-camisoler... et nos revendications avec !

- augmentations générale des salaires
- des embauches en CDI pour faire face à la crise sociale « *En Marche* » dans notre pays.
- Abrogation des lois d'urgence sanitaire
- Stop à la précarisation
- Retrait de la réforme Assurance Chômage.

Pour le « *monde d'après* », cessons de philosopher. Mobilisons-nous maintenant !

**RESISTONS – REVENDIQUONS – RECONQUERONS
– NEGOCIONS –**

Le 16 la GREVE !

